

# SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION 2019-2020

22 OCTOBRE 2019

**Demande d'établissement d'un rapport d'information concernant la nécessaire collaboration entre l'autorité fédérale et les Communautés en matière de lutte contre les infox (*fake news*)**

# BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2019-2020

22 OKTOBER 2019

**Verzoek tot het opstellen van een informatieverlag betreffende de noodzakelijke samenwerking tussen de federale overheid en de Gemeenschappen inzake de bestrijding van *fake news***

**Déposée par Mesdames et Messieurs :  
Ingediend door de dames en de heren :**

Stéphanie D'HOSE, Els AMPE, Rik DAEMS, Willem-Frederik SCHILTZ, Carina VAN CAUTER; Fatima AHALLOUCH, Latifa GAHOUCHE; Georges-Louis BOUCHEZ, Philippe DODRIMONT, Véronique DURENNE, Sabine LARUELLE, Alexander MIESEN, Gaëtan VAN GOIDSENHOVEN, Jean-Paul WAHL; Karin BROUWERS; Bert ANCIAUX, Kurt DE LOOR, Annick LAMBRECHT, Katia SEGERS; André ANTOINE, Anne-Catherine GOFFINET; Fourat BEN CHIKHA, Stijn BEX, Rodrigue DEMEUSE, Soetkin HOESSEN, France MASAI, John PITSEYS, Hélène RYCKMANS, Chris STEENWEGEN, Farida TAHAR.

## NOTE EXPLICATIVE

Les infox (*fake news*) sont un poison pour notre société. Elles déstabilisent la démocratie et sapent la confiance dans l'État de droit. Elles constituent un puissant instrument dans la course au profit ou au pouvoir politique à tous les niveaux, depuis l'échelon local jusqu'aux régimes répressifs. Nous avons pu observer à quel point les infox contaminent le débat public, favorisent la polarisation et influencent les électeurs. Les menaces grandissent à mesure que les armes de désinformation se perfectionnent, qu'il s'agisse d'usines à trolls financées par des États, d'armées de robots ou de contenus malveillants, dont le seul but est de semer la discorde et la dissension.

Depuis 2016, les campagnes de propagande et de désinformation numériques n'ont fait que se sophistiquer. Cela s'explique en partie par le fait que des puissances étrangères ont trouvé un intérêt croissant à exploiter les

En remplacement du document n° 7-110/1 distribué précédemment.

## TOELICHTENDE NOTA

*Fake news* is het gif in de bloedbaan van onze maatschappij. Het destabiliseert de democratie en ondermijnt het vertrouwen in de rechtsstaat. Het is een krachtig instrument voor winstbejag en politiek gewin op alle niveaus, van dorpen tot repressieve regimes. We hebben ervaren hoezeer *fake news* het publieke debat besmet, de polarisering aanwakkert en de kiezers beïnvloedt. De bedreigingen nemen toe naarmate de desinformatie wapens worden verfijnd, van door staten gefinancierde trollen fabrieken tot legers van bots en kwaadaardige content die enkel gericht zijn op het zaaien van tweedracht en onenigheid.

Sinds 2016 zijn de digitale propaganda- en desinformatiecampagnes steeds gesofisticeerder geworden. Deels omdat buitenlandse mogendheden meer interesse hebben gekregen in het misbruiken van kwetsbaarheden van

Ter vervanging van het vroeger rondgedeelde stuk nr. 7-110/1.

faiblesses des systèmes électoraux internationaux et en partie par l'extrême vulnérabilité des médias sociaux face aux campagnes de désinformation organisées, ainsi que nous avons pu le constater lors de la controverse suscitée par les consultants politiques de *Cambridge Analytica*, qui ont joué un rôle majeur dans ce scénario.

Au centre de cette évolution se trouve l'Intelligence artificielle (IA), grâce à laquelle un ordinateur peut s'adapter en temps réel et générer un contenu paraissant de plus en plus naturel et crédible. Ces outils sont devenus tellement convaincants que même leurs fabricants les jugent trop dangereux pour un usage généralisé.

Tel est par exemple le cas du GPT-2, une machine exploitant l'IA et capable de produire du texte en apparence tout à fait naturel, de manière tout à fait autonome, à l'aide d'algorithmes d'apprentissage automatique (*machine learning*) et de mégadonnées (*big data*). Un autre exemple est le *Project Debator*, un ordinateur capable d'imaginer sur-le-champ des arguments tout à fait nouveaux et convaincants pour répondre aux arguments qui lui sont soumis. De tels outils ne proposent d'ailleurs pas uniquement du contenu écrit.

On observe également des avancées en ce qui concerne les fausses vidéos, que l'on peut à peine distinguer de l'original. À l'heure où la vidéo est le média préféré de centaines de millions de personnes à travers le monde, principalement grâce à l'utilisation des smartphones, il n'est plus tout à fait inconcevable qu'une personne puisse influencer l'opinion générale à l'aide de vidéos truquées (*deepfake*) présentant un candidat politique dans des situations qu'il n'a jamais vécues. Avant d'être identifiées comme fausses, ces vidéos auront fait des dégâts irréparables.

Internet et les médias sociaux ont longtemps été perçus comme une promesse de démocratisation de la société et d'ouverture des structures de pouvoir existantes. Nous savons aujourd'hui que cette médaille a aussi un revers. Les infox, les fausses informations et même la manipulation des images, des actualités et du son deviennent un moyen d'influencer et de manipuler le citoyen et la société. Ces procédés engendrent de grands risques de radicalisation, de polarisation et de manipulation par des autorités étrangères ou par des groupements extrémistes qui menacent notre société.

Le phénomène récent du trucage de vidéos est d'autant plus inquiétant qu'à l'heure d'internet, les images deviennent, plus que jamais, le moyen de communication le plus prisé. «*Seeing is believing*» (Voir, c'est croire).

internationale stamsystemen. Deels ook omdat sociale media uiterst vatbaar zijn voor georganiseerde desinformatiecampagnes, zoals we hebben vastgesteld bij de controverse rond de politieke consultants van *Cambridge Analytica*, die een hoofdrol speelden in dit scenario.

Centraal in deze evolutie staat Artificiële Intelligentie (AI), waarmee een computer zich in real time kan aanpassen en steeds geloofwaardiger en natuurlijker aanvoelende content kan bouwen. De tools zijn zo overtuigend dat hun makers ze ook te gevaarlijk vinden voor algemeen gebruik.

Dat is bijvoorbeeld het geval bij GPT-2, een AI-machine die op basis van *machine learning* algoritmes en *big data* volledig autonoom totaal natuurlijk aanvoelende tekst kan genereren. Een ander voorbeeld is *Project Debator*, een computer die volledig nieuwe en overtuigende argumenten «live» kan bedenken als antwoord op argumenten die hij krijgt voorgelegd. Zulke tools zijn trouwens niet enkel voor geschreven content beschikbaar.

Er zijn ook doorbraken op het vlak van *fake* video-content die nauwelijks van het origineel te onderscheiden zijn. In dit tijdperk waarin video het favoriete medium is voor honderden miljoenen mensen wereldwijd, vooral dankzij het gebruik van smartphones, is het niet meer zo ondenkbaar dat iemand met behulp van *deepfake*-video's de algemene opinie kan beïnvloeden door een politieke kandidaat in situaties te tonen waar hij of zij zich nooit heeft bevonden. En eer deze video's als *fake* zijn ontmaskerd is de schade allang onherstelbaar.

Internet en sociale media droegen lang de belofte in zich dat ze de maatschappij zouden democratiseren, dat bestaande machtsstructuren zouden worden opgebroken. Heden weten we dat dit ook een keerzijde heeft. *Fake news*, valse informatie en zelfs manipulatie van beelden, nieuws en geluid worden een instrument dat wordt gebruikt om mens en maatschappij te beïnvloeden en te manipuleren. Hierin schuilen grote gevaren van radicalisering, polarisering en beïnvloeding door buitenlandse overheden zowel als extremistische groeperingen die een gevaar vormen voor onze samenleving.

Het recente fenomeen van de *deepfake* is bijzonder verontrustend daar de beeldtaal in tijden van internet steeds meer het belangrijkste communicatiemiddel wordt. «*Seeing is believing*».

Un extrait montrant l'Américaine Nancy Pelosi, femme politique démocrate de premier plan, en état d'ivresse avancé est un exemple concret de manipulation politique pratiquée ces derniers mois grâce au trucage de vidéos; cette image a été visionnée des millions de fois sur Facebook. Le président Trump l'a partagée via son compte Twitter. Il s'est toutefois avéré que la vidéo avait été truquée: Pelosi n'était pas ivre. Zuckerberg a refusé de retirer la vidéo. Comme aucune convention n'a été conclue avec les médias sociaux pour encadrer ce phénomène et que certaines personnalités politiques tirent avantage de ces infox, la polarisation ne fait que se renforcer.

À l'heure actuelle, les autorités et les médias sociaux n'ont encore défini aucune stratégie claire en ce qui concerne les vidéos (hyper)truquées. Facebook a déclaré explicitement que le fait de poster de fausses informations ne constituait pas une violation de ses règles d'utilisation. La vidéo truquée de Nancy Pelosi a été assez rapidement retirée par *YouTube* mais a longtemps continué à circuler sur Twitter et Facebook. Facebook en a certes limité la diffusion et y a joint, après un certain temps, les références de sites permettant de vérifier les faits.

Les vidéos (hyper)truquées prolifèrent. La technologie intelligente permet de faire des modifications rapides et à moindre coût en ligne. Il est pratiquement impossible de faire la distinction entre les personnes réelles et des personnages numériques à qui l'on peut faire dire les choses les plus étranges qui soient. Grâce aux techniques pointues de trucage, il est aussi facile de diffuser de fausses vidéos que de raconter des mensonges. Cela peut être lourd de conséquences. Les images truquées du prétendu enlèvement d'un enfant ont provoqué un lynchage public en Inde. Une vidéo truquée mettant en scène le président du Gabon, Ali Bongo, a été à l'origine d'un coup d'État militaire. Les vidéos truquées nous plongent dans un monde où nous ne pouvons plus nous fier à nos yeux et à nos oreilles. Or la méfiance est le terreau des régimes autoritaires. C'est avec la technologie que l'on combat la technologie. Il y va de la survie de notre démocratie attaquée de toutes parts.

Aux États-Unis comme en Allemagne, en Finlande et en France, on voit se multiplier les actes de violence, les intimidations, la polarisation et la radicalisation qui, selon l'université de Berkeley, trouvent leur origine dans des quantités massives d'infox. Ces fausses informations émanent de divers groupes extrémistes. Ce phénomène refait également son apparition dans notre pays et y provoque un renforcement sensible de

Een concreet voorbeeld van politieke manipulatie van de jongste maanden via *deepfake* was het beeldfragment van een stomdronken Nancy Pelosi, een Amerikaanse Democratische toppolitica, dat miljoenen views kreeg op Facebook. President Trump deelt het via zijn Twitter account. De video blijkt echter vervalst: Pelosi was niet dronken. Zuckerberg weigerde het te verwijderen. Door een gebrek aan afspraken met de sociale media bedrijven over dit fenomeen en doordat politieke figuren munt slaan uit deze *fake news* fenomenen wordt polarisatie verder gestimuleerd.

Vandaag hebben de overheden en de sociale media geen duidelijke strategie inzake *deepfakes*. Facebook heeft letterlijk verklaard dat het posten van valse informatie niet tegen de gebruiksregels is. De vervalste video van Nancy Pelosi werd door *Youtube* vrij snel weggehaald, op Twitter en Facebook bleef hij lang rondhangen. Facebook beperkte weliswaar de verspreiding en voegde na enige tijd verwijzingen naar factcheckers toe.

*Deepfakes* zijn aan een opmars bezig. De slimme technologie verandert online snel en goedkoop. Echte mensen zijn niet te onderscheiden van digitale poppen, die je de vreemdste dingen in de mond kunt leggen. *Nepvideo's* worden met *deepfakes* net zo makkelijk als het vertellen van een leugen. Met verstrekkende gevolgen. Vervalste beelden van de vermeende ontvoering van een kind leidden tot publieke lynchpartijen in India. Een *deepfake* van president Ali Bongo van Gabon leidde tot een militaire coup. Met *deepfakes* ontstaat een wereld waarin we onze ogen en oren niet langer kunnen vertrouwen. Wantrouwen is een voorwaarde voor autoritaire regimes. Technologie bestrijd je met technologie. Opdat onze zwaarbevochten democratie overeind blijft.

Zowel in de VSA, Duitsland, Finland en Frankrijk meldt men grote stijgingen van geweldplegingen, intimidatie polarisering en radicalisering die door de universiteit van Berkeley verklaard worden door grote hoeveelheden *fake news*. Deze *fake news* berichten komen voort uit verschillende extremistische groepen. Dit fenomeen zien we ook in eigen land terugkeren en zorgen voor een sterke toegenomen radicalisering die momenteel aangekaart

la radicalisation, auquel s'intéresse actuellement la Direction générale Sécurité et Prévention du Service public fédéral Intérieur.

Un rapport d'information en la matière peut permettre, d'une part, de lister tous les dangers et priorités auxquels nos services de sécurité et les différentes autorités doivent être attentifs et, d'autre part, de formuler ensuite des recommandations axées sur la recherche de solutions en vue de la mise en œuvre d'une politique efficace.

Il permettra à nos services de sécurité et aux différentes autorités d'agir de manière préventive et proactive. La question de savoir si un cadre réglementaire est nécessaire et/ou s'il vaut mieux miser sur une autorégulation des médias sociaux pourra également être abordée dans ce rapport d'information.

Le Sénat se prête parfaitement à l'étude approfondie de cette problématique qui menace gravement le bien-être de notre société et le bon fonctionnement de notre État de droit démocratique.

Il s'agit d'une matière transversale qui concerne principalement les Communautés, en particulier dans des domaines comme le journalisme, le rôle des médias et l'enseignement. Les premiers pas ont déjà été franchis. La Flandre a ainsi mis l'accent sur les mesures préventives, en enseignant aux jeunes à identifier les infox et en soulignant l'importance d'analyser les sources. Vu leurs compétences en matière de médias, les Communautés auront un rôle essentiel à jouer dans ce domaine.

En tant que lieu de rencontre de tous les niveaux de pouvoir concernés, le Sénat est un forum particulièrement indiqué pour rédiger un rapport d'information et formuler des propositions qui s'adresseront à l'ensemble des autorités et services de sécurité concernés.

Il s'agit de prémunir la société à tous les niveaux contre le phénomène des infox. Cette action concerne les jeunes, le respect des lois, la protection de l'État contre la manipulation politique par des puissances étrangères et des phénomènes tels que la radicalisation.

D'autres pays, dont la France, ont déjà fait adopter une série de recommandations politiques par leur parlement.

Cette problématique requiert un débat approfondi et des recommandations énergiques.

wordt door de Directie Veiligheid en Preventie van de Federale overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

Een informatieverslag kan de verschillende gevaren en aandachtspunten waar onze veiligheidsdiensten en de respectieve overheden op moeten focussen oplijsten en vervolgens oplossingsgerichte aanbevelingen formuleren om te komen tot een doeltreffend beleid.

Hierdoor kunnen onze veiligheidsdiensten en de verschillende overheden zowel preventief als proactief optreden. Ook de vraag of er behoefte is aan een regulerend kader en/of er veeleer moet worden ingezet op autoregulering wat betreft sociale media maakt onderdeel uit van dit informatieverslag.

De Senaat is de uitgelezen plaats om dit grondig te onderzoeken, gezien het grote gevaar die deze problematiek met zich meebrengt voor het welzijn van onze samenleving en de goede werking van onze democratische rechtstaat.

Het betreft een transversale aangelegenheid waarbij het zwaartepunt bij de Gemeenschappen ligt, met name bij de journalistiek, de rol van de media en het onderwijs. De eerste stappen werden alvast gezet. Zo heeft men in Vlaanderen de nadruk gelegd op preventieve maatregelen waarbij jongeren via het onderwijs leren *fake news* te herkennen en waarbij het belang van bronnenonderzoek wordt benadrukt. De rol van de Gemeenschappen hierin zal van groot belang zijn gezien hun bevoegdheden betreffende media.

De Senaat is als ontmoetingsplaats voor al de betrokken overheden, een geschikt forum om een informatieverslag op te stellen met aanbevelingen gericht aan alle betrokken overheden en veiligheidsdiensten.

Het doel bestaat erin de maatschappij op alle niveaus te wapenen tegen het fenomeen van *fake news*. Het gaat daarbij om de jongeren, om de handhaving, om de veiligheid van de Staat wat betreft politieke manipulatie door buitenlandse mogendheden en om fenomenen zoals de radicalisering.

Andere landen, waaronder Frankrijk, hebben reeds via het parlement een reeks beleidsaanbevelingen goedgekeurd.

Deze problematiek vereist een grondige bespreking en krachtdadige aanbevelingen.

**DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN  
RAPPORT D'INFORMATION**

Conformément à l'article 56 de la Constitution et à l'article 66 du règlement du Sénat, nous demandons au Sénat de rédiger un rapport d'information sur le sujet suivant:

«La nécessaire collaboration entre l'autorité fédérale et les Communautés en matière de lutte contre les infox (*fake news*).»

Le 25 septembre 2019.

**VERZOEK TOT HET OPSTELLEN VAN  
EEN INFORMATIEVERSLAG**

Overeenkomstig artikel 56 van de Grondwet en artikel 66 van het reglement van de Senaat verzoeken wij de Senaat een informatieverlag op te stellen met als onderwerp:

«De noodzakelijke samenwerking tussen de federale overheid en de Gemeenschappen inzake de bestrijding van *fake news*.»

25 september 2019.